

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1730
du 30 janv. au 5 fév. 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Femme ! Votre famille ce sont tous ceux qui
luttent pour la Liberté. » Mujeres Libres



Liberté à corps et à cris

M 02137 - 1730 - F: 2,00 €



Michel Foucault et le pouvoir PAGE 15



À la veille de l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi pour l'égalité hommes-femmes (comprenant un amendement visant à assouplir le recours aux interruptions volontaires de grossesse), a eu lieu une «marche pour la vie», manifestation rassemblant les pires associations anti-avortement et ce que la France compte comme groupes fascistes. La menace qui pèse sur l'IVG en Espagne a donné à plusieurs dizaines de milliers de personnes le courage de promener par les rues leur triste carcasse. En tête du cortège, une grande banderole aux couleurs de l'Espagne affichait le slogan «Libre d'être contre l'IVG». Leur rhétorique a de quoi coller la nausée; elle est pourtant reprise par tous les journaux. Pro-vie contre pro-choix, voici la situation simplifiée dangereusement par les médias. Ces associations sont parvenues à faire croire qu'elles expriment une opinion comme une autre. Le piège dans lequel la société ne doit pas tomber est de relancer le débat sur l'IVG. Il n'y a pas matière à débat. Notre corps nous appartient, sans réserve. Point. Sous prétexte de sauvegarder la vie, ce sont nous, les femmes, que ces personnes tuent. Car qui ne dispose pas librement de son corps est bel et bien mort. En revanche, cet événement tire la sonnette d'alarme en soulevant la question suivante: comment ces gens-là peuvent-ils défiler dans nos rues sans se voir opposer de réelle résistance? Où sommes-nous pendant ce temps-là? Luttons, de toutes nos forces, car personne ne le fera à notre place.

Actualité

- On veut choisir**, par Hélène, page 3
La maternité des Lilas vivra! par Hélène, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Contre-rassemblement antisexiste, par Regard noir, page 7

International

- Derrière les barreaux du Mexique**, par Trois Passants, page 8
Expérience anarchiste exportable, par R. Pino, page 9

Arguments

- Harangue aux nouveaux magistrats**, par O. Baudot, page 10
Priorité à droite, par L. Janover, page 12
Le pouvoir vu par Michel Foucault, par P. Pelletier, page 15

Histoire

- Armand Robin, le poète anarchiste**, par P. Schindler, page 18

Le mouvement

- Bref retour sur la Semaine zapatiste**, par G. Goutte, page 20
Les Vignoles en danger, par la CNT, page 21
Coup de projecteur sur Le Spot, par Daniel, page 22

Illustrations

**Aurelio, Cabu,
Kalem, Krokaga, Milan**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

On veut **choisir**, en Espagne comme ailleurs



Hélène

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

LES DROITS DES FEMMES restent précaires. C'est pour le droit à l'interruption volontaire de grossesse que la France avait inventé une loi pour cinq ans, modalité qui n'avait jamais été envisagé auparavant; au terme de cette période, la loi pouvait être confirmée. La loi fut donc promulguée le 17 janvier 1975, après de grandes manifestations et d'initiatives spectaculaires des militantes et militants du MLAC, et des débats très difficiles portés par Simone Veil à l'Assemblée nationale, et confirmée ensuite le 31 décembre 1979.

En Espagne, les femmes n'ont eu ce droit que beaucoup plus tard alors que la région de Catalogne avait pu bénéficier durant la guerre civile d'Espagne de la Réforme eugénique de l'avortement de Federica Montseny qui libéralisa l'interruption de grossesse par une loi le 25 décembre 1936 (un jour de Noël dans un pays si catholique!), loi qui fut vite abrogée lors de l'écrasement de la révolution espagnole. Autre période, la promesse

de campagne 2011 de Mariano Rajoy se concrétise: le gouvernement espagnol a adopté le 20 décembre 2013 un avant-projet de loi sur «la protection de la vie de l'être conçu et des droits de la femme enceinte» qui annule la loi de 2010: celle-ci autorisait l'avortement jusqu'à 14 semaines de grossesse et jusqu'à 22 semaines en cas de malformation du fœtus. Et ceci au mépris des recommandations des textes internationaux de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation des Nations unies. Renouant avec des pratiques qui déniaient la liberté de choix aux femmes, au mépris des droits humains fondamentaux, il annonce clairement son projet de société: maintenir les femmes dans un statut social étroit et de soumission.

Le projet actuel restreint le droit à l'avortement à tel point qu'il ne reste que deux cas autorisés pour y avoir recours:

– si la grossesse est «une conséquence d'un délit contre la liberté ou l'intégrité sexuelle de la femme»,

autrement dit, en cas de viol pour lequel une plainte aura été déposée;

– si elle menace «de manière durable ou permanente la santé physique ou psychique» de la femme enceinte.

Quant au cas de malformation du fœtus comme motif d'interruption volontaire de grossesse, il faudra un rapport de deux médecins. Le texte réintroduit par ailleurs l'obligation pour les mineures âgées de 16 et 17 ans d'avoir une autorisation parentale.

Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive européenne des opposants aux droits des femmes. En décembre 2013, le rapport Estrela fut rejeté par le Parlement européen: il s'agit d'un rapport sur la santé et les droits reproductifs, traitant de l'accès aux contraceptifs et à l'avortement, de la procréation médicalement assistée, de l'éducation sexuelle et de la liberté de conscience. Ce rapport proposait que l'avortement soit de la compétence de l'Union

européenne encourageant ainsi tous les états membres à l'autoriser. Ce pouvait être une directive européenne forte pour étendre les droits des femmes à maîtriser leur fécondité dans des pays comme Malte ou l'Irlande où l'avortement reste absolument interdit.

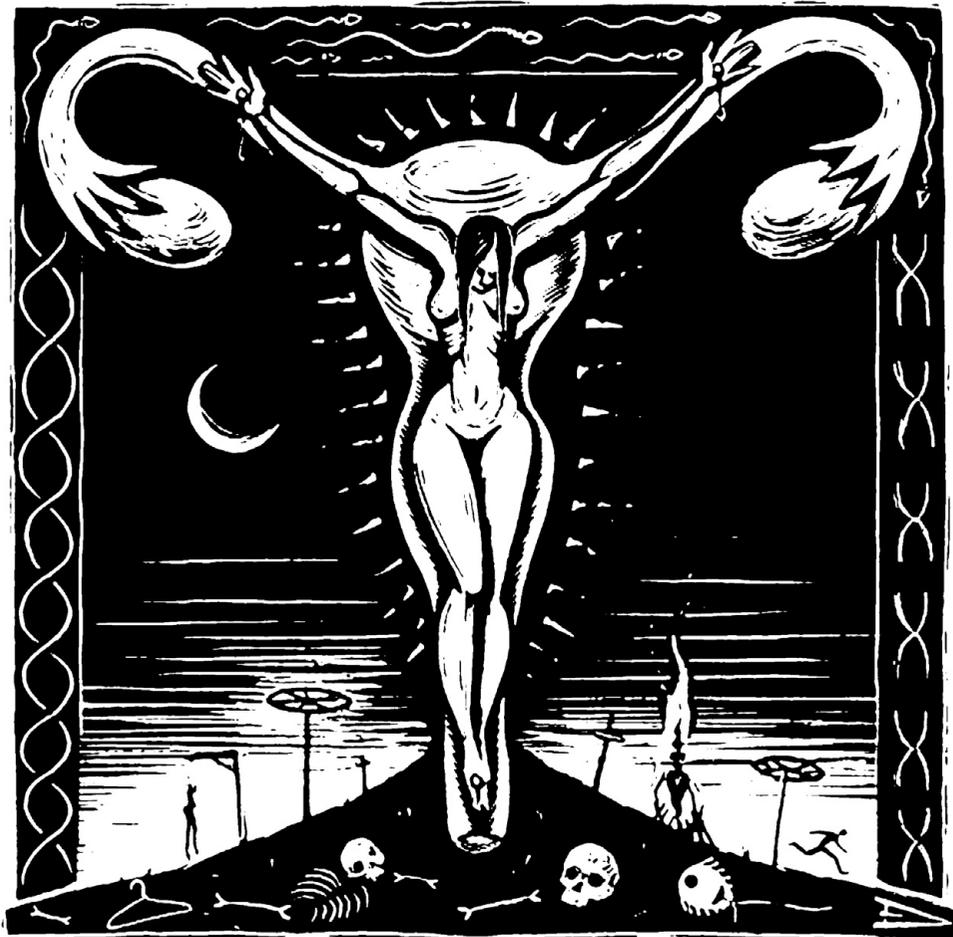
Immédiatement, dans diverses villes d'Espagne, des manifestations ont été organisées : « Non aux lois cléricales, machistes et médiévales », scandent les femmes espagnoles qui ne veulent pas d'un retour à l'obscurantisme et aux sombres heures du franquisme. En France, déjà deux rassemblements (le 27 décembre et le 8 janvier) ont montré la solidarité vis-à-vis des femmes espagnoles. De grandes manifestations sont prévues le 1^{er} février, date que les Espagnoles ont choisie pour faire converger les solidarités dans les divers pays d'Europe.

Le mouvement des Femen les soutiennent, comme par exemple à l'église de la Madeleine à Paris le 20 décembre dernier où une femen y a dévoilé sur sa poitrine ce message : « 344 salopes » en référence au manifeste des 343 femmes en faveur de l'avortement en avril 1971. Sur les réseaux sociaux, les photos de l'action sont publiées et expliquent : « Noël est annulé ! Du Vatican à Paris. Le relais international de Femen contre les campagnes anti-avortement menées par le lobby catholique continue, la sainte mère Eloïse vient d'avorter de l'embryon de Jésus sur l'autel de la Madeleine. » Les Femen dénoncent les atteintes au droit à l'avortement, évoquant « un chemin de croix ». Près de la place Saint-Pierre, au Vatican, pour protester contre la condamnation de l'avortement par l'Église catholique, une femen ukrainienne avait déjà posée seins nus en criant et arborant : « Christmas is canceled, Jesus is aborted. » À Madrid, le 23 décembre devant l'église San Manuel y San Benito, une militante s'est mise à genoux les bras en croix, montrant sa poitrine sur laquelle était inscrit « Avorto libre ».

Jill Love, actrice, mannequin et militante, a répondu à sa façon au projet de loi restreignant le droit à l'avortement en Espagne, par une performance visuelle : dans une rue principale de Madrid, elle fait la manche avec une pancarte sur lequel on peut lire : « S'il vous plaît, aidez-moi pour me permettre d'aller avorter à Londres. »

Profondément remis en cause par un projet de loi en Espagne, le droit à l'avortement est aussi interrogé dans la Confédération helvétique. Le 9 février prochain, les Suisses se prononceront par référendum sur le remboursement de l'IVG. Les partis conservateurs veulent remettre en cause la prise en charge de l'avortement par le régime de base de l'assurance-maladie. Selon eux, l'IVG est un choix d'ordre privé qui ne doit pas être financé par l'ensemble des citoyens.

En France, le droit à l'avortement n'est pas frontalement remis en cause mais, insidieusement, les restrictions budgétaires dans les hôpitaux conduisent à fermer des services peu à peu et ce serait encore plus dra-



matique si les associations féministes, les syndicats et les militants politiques, dont la Fédération anarchiste, ne se mobilisaient pas, comme à l'hôpital Tenon. Mais déjà en Ile-de-France, des centres d'interruption volontaire de grossesse et de contraception (CIVG) ont dû fermer : celui de l'hôpital Saint-Antoine a disparu, transféré sur Tenon et Trousseau, il y a eu ceux de Juvisy, Broussais, et celui de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul qui a été remplacé par celui de Port-Royal.

Quant aux opposants aux droits des femmes, ils manifestent depuis vingt-cinq ans devant les établissements hospitaliers pour faire barrage à la pratique de l'IVG et de la contraception. Les pro-vie, comme ils se nomment eux-mêmes, rassemblent diverses associations dans la lignée de la Fondation Jérôme Lejeune et des courants politiques d'extrême droite. Le collectif En marche pour la vie (proche de la Manif pour tous et des milieux catholiques) a défilé à Paris ce 19 janvier pour demander l'abolition de l'avortement. Vêtus de foulards rouges et brandissant des pancartes aux couleurs de l'Espagne, ils sont venus soutenir la future loi espagnole anti-avortement et s'opposer aux amendements sur l'IVG discutés lundi 20 janvier à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la loi égalité homme-femme. En marche pour la vie n'en est pas à sa première manifestation : ce collectif regroupe une

douzaine d'associations comme ACPERVIE-SOS Maternité (chrétiens protestants et évangéliques), AOCPA-Choisir la vie, Chrétienté Solidarité, Comité pour sauver l'enfant à naître, la Confédération des familles chrétiennes, Laissez-les-vivre-SOS Futures mères, et chaque année, à plusieurs reprises, il manifeste pour le Droit à la vie et contre l'avortement et la contraception.

Ces forces visent une société dans laquelle les femmes sont consignées aux trois K, Kinder, Küche, Kirche, c'est-à-dire « enfants, cuisine, Église », valeurs traditionnelles qui leur va si bien selon les préceptes et la morale de l'Église ! L'heure est à la mobilisation de toutes les femmes et de tous ceux qui combattent pour une société où chacune, chacun puisse décider de son propre corps et de sa vie affective et sexuelle en toute liberté.

Le Mouvement français pour le Planning familial, le Collectif national pour les droits des femmes, la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception et diverses associations organisent le samedi 1^{er} février, à Paris à 14 heures, une manifestation pour la défense du droit à l'IVG en Espagne : « Non à l'ordre moral qui veut gérer nos vies, oui à nos droits, tous nos droits et la liberté de choix d'avoir un enfant ou non. Femmes d'Espagne, de France et d'ailleurs, unies dans le même combat ! »

H.

La maternité des Lilas

vivra aux Lilas !

LA MATERNITÉ DES LILAS est un établissement de santé centré sur la prise en charge des femmes et des couples dans leur parcours de vie, qu'il s'agisse de planification familiale, de conjugalité, d'éducation à la sexualité ou d'accompagnement de la grossesse et de la naissance. Sa création s'inscrit dans un courant psycho-prophylaxie-obstétricale connu sous l'appellation « d'accouchement sans douleur ».

À partir des travaux de Pavlov sur les réflexes conditionnés, d'acquisition culturelle, une méthode a été élaborée pour proposer un déconditionnement de l'accouchement dans la douleur par une préparation spécialisée. C'est Fernand Lamaze, médecin, qui développe une éducation psychique passant par le partage des connaissances dispensées sous forme de cours théoriques et par une éducation physique active qu'il confia à Micheline Bourrel, sage-femme, et à André Bourrel, masseur-kinésithérapeute.

La psycho-prophylaxie-obstétricale était née : en 1952, au centre de santé des métallurgistes à Paris, puis une autre clinique à Antibes et, à partir de 1964, à la maternité des Lilas. Les principes de la naissance sans violence de Frédéric Leboyer y sont ensuite associés à partir de 1975. Ainsi, la maternité des Lilas devient un lieu convivial pour les femmes et les couples, un lieu qui reconnut aux femmes la liberté de leurs choix.

À la fin des années 1970, la maternité accueillera, parmi les professionnels, des médecins militant pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception.

Déjà, en 1976, la maternité des Lilas fut menacée de fermeture pour des impératifs de rentabilité. La population soutint alors le maintien de la clinique en organisant des débats et des manifestations faisant dorénavant de la maternité un lieu militant pour le droit des femmes à disposer de leur corps. Au-delà de la maternité et du suivi gynécologique, le centre d'orthogénie et de planification permet la reconnaissance de la structure comme centre de référence pour la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse jusqu'à quatorze semaines d'aménorrhée, mais aussi centre de dépistage des infections sexuellement transmissibles.

Dès 2007, la maternité des Lilas élabore un projet de reconstruction pour répondre à la forte demande des femmes principalement issues de Seine-Saint-Denis et à l'exigence de

moderniser son équipement. Elle acquiert un terrain aux Lilas. Le feuilleton commence.

En janvier 2011, l'agence régionale de santé d'Ile-de-France suspend le projet de reconstruction de la maternité des Lilas pourtant validé en 2009 dans le cadre du plan hôpital 2012 par Roselyne Bachelot-Narquin alors ministre de la Santé. Face à cette décision remettant en cause les engagements antérieurs, le personnel constitué en collectif de défense se bat pendant un an pour défendre la reconstruction de l'institution et, donc, sa pérennité.

Le vendredi 27 janvier 2012, dans un courrier adressé à Daniel Guiraud, maire des Lilas, Claude Évin, directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, annonce la sortie de crise : « une issue positive et pérenne pour l'avenir de la maternité des Lilas » avec engagement à verser les subventions prévues au plan hôpital 2012. « La reconstruction de la maternité des Lilas sur le site Gütermann dans la commune des Lilas pourra donc être réalisée. »

Mais, par un courrier du 3 juin 2013, Claude Évin met à nouveau brutalement fin à ce projet et propose une solution alternative : intégrer des locaux désaffectés de l'hôpital de Montreuil. Dès cette annonce, le collectif de défense s'est immédiatement réactivé, en multipliant les actions avec le soutien de nombreuses associations, de syndicats et de personnalités politiques. Sans le soutien du maire des Lilas, du Collectif des usagers de la maternité des Lilas, de personnalités politiques très engagées, des syndicats, des organisations politiques, des associations, de personnalités de la société civile, des médias, cette lutte n'aurait pas pris une ampleur qui a largement dépassé le cadre régional.

Lilas où t'es ?, une parodie du clip *Papaoutai* de Stromae, veut sensibiliser les citoyens au danger de destruction qu'encourt la maternité des Lilas. En effet, les 150 salariés le clament : les propositions de l'agence régionale de santé ne respectent pas le projet médical et bafouent les droits des femmes à choisir le lieu et la méthode d'accouchement. D'autres actions ont encore fait parler de cette maternité et de son personnel surmotivé.

Et, pourtant, à ce jour, la maternité des Lilas n'est toujours pas fixée sur son avenir. Le personnel est plus que jamais engagé dans le combat exigeant que la maternité des Lilas vive aux Lilas. Il reçoit des soutiens de toutes

parts, de la population locale, des personnes ayant accouché là, des enfants nés là, et aussi d'artistes comme Catherine Ringer – qui a composé la chanson *La Maternité des Lilas* –, Karin Viard, Anémone ou Arthur H.

Si le ministère de la Santé et l'agence régionale de santé d'Ile-de-France semblent abandonner la reconstruction de la maternité des Lilas au profit d'une relocalisation dans des locaux désaffectés de l'hôpital de Montreuil, le cynisme des tutelles reste total. La maternité des Lilas et son collectif doivent, avec les collectivités locales, réunir seuls les finances nécessaires à la reconstruction aux Lilas!

Le collectif de défense reste engagé et mobilisé dans le collectif *Notre santé en danger* (NSED) et dans la Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité (CNDHMP). Il espère que la lutte pourra servir à tous ceux qui se battent pour un système de santé publique solidaire et égalitaire.

Le 25 janvier 2014, la maternité des Lilas bat le pavé parisien en direction de la place des Victoires pour réclamer du gouvernement et de son bras armé, l'agence régionale de santé, qu'ils s'engagent à reconstruire la maternité et le centre IVG aux Lilas avec tous les financements nécessaires. Des responsabilités sont engagées tant sur le plan politique que juridique, économique, sanitaire, social et humain. Le gouvernement doit aller au-delà des mots et engager les finances nécessaires à ce qu'il promet depuis cinq ans : sauvegarder la pérennité d'une offre de soins de qualité dans le 93. La maternité des Lilas doit pouvoir continuer d'entourer les femmes et les nourrissons, quatre à six jours après la naissance, soit deux fois plus qu'ailleurs en Île-de-France, pour donner le temps de découvrir son enfant, de commencer tranquillement sa nouvelle vie de parent. Des milliers de femmes continuent de venir accoucher ou avorter à la maternité des Lilas. Que 2014 soit l'année de la victoire et que la maternité des Lilas vive aux Lilas ! C'est maintenant plus que jamais une question de choix et de courage politique!

Hélène

Groupe Pierre-Besnard de la FA
Émission Femmes libres sur Radio libertaire

Brèves de combat

Ukrainiens en colère

Plus de 200 000 manifestants se sont retrouvés place de l'Indépendance, à Kiev, défiant les autorités après l'adoption de nouvelles lois restreignant le droit de manifester.

Clairement

Un garde de sécurité des Jeux olympiques a agressé et arrêté un manifestant qui est passé sous la corde pour brandir un drapeau arc-en-ciel durant le relais de la flamme olympique à Voronej en Russie. Les responsables russes et olympiques avaient promis que toutes les personnes seraient protégées des discriminations anti-gays pendant les Jeux. Cette promesse vient d'être clairement piétinée.

Mon corps m'appartient

Plusieurs centaines de personnes, dont des militants de la FA, se sont rassemblées à Paris pour défendre l'IVG en solidarité avec les femmes espagnoles et en réaction à la mobilisation des anti-IVG qui manifestaient à l'appel des associations catholiques et avec la bénédiction du pape...

Résiste !

Les agriculteurs et les occupants de la ZAD lancent un appel à bloquer la région ou à occuper les lieux de pouvoir en cas de début des travaux préparatoires, autorisés par les arrêtés préfectoraux signés fin décembre 2013.

Météo syndicale



EN FIN DE SEMAINE DERNIÈRE, à Amiens, ça rassemblait tous azimuts. Des syndicalistes de toute la France étaient venus soutenir les travailleurs en lutte de Goodyear. Métallos d'Arcelor-Mittal de Florange, salariés de la raffinerie Pétroplus de Petit-Couronne, de Renault Cléon, de l'usine de thé Éléphant de Gémenos, de l'usine Continental de Clairvoix, de PSA Aulnay...

Les drapeaux de la CGT flottaient au vent, ceux de SUD et de la CNT aussi.

Aux micros, des discours hauts en couleurs où tout le monde en prenait pour son grade: de Thierry Lepaon, secrétaire de la CGT, à François Hollande, en passant par Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT. Quant à la direction de Goodyear: « Ils vont cracher, je vous le promets. On va les plumer... » Il s'agissait, bien sûr, des indemnités de licenciement. Mais la question d'un avenir salarial reste dans les brumes.

Mercredi de la semaine dernière, un protocole a été signé entre la direction et les syndicats du site d'Amiens Nord. On peut appeler ça des garanties, mais même un triplement de la prime de licenciement suffit-il à vraiment consolider l'avenir au-delà de quelques années ?

Ministre émérite, Arnaud Montebourg a déclaré: « Cet accord ouvre la voie à la possibilité de Titan, qui avait demandé que le conflit entre la CGT et Goodyear soit définitivement soldé. » Késako ? Ça ne correspond pas exactement aux promesses

faites sur le parking d'Amiens Nord par l'actuel locataire de l'Élysée ! Une autre question : comment dit-on « vivre et travailler en pays picard » ?

Faudra-t-il attendre les beaux jours pour y voir plus clair et écouter les jugements de « gâchis syndicaliste » ?

Faut-il vraiment considérer comme une première victoire l'annonce du gouvernement de reporter le projet de suppression des élections prud'homales ? Le renouvellement des conseillers prud'homaux à une date butoir : décembre 2015. Il faudra poursuivre la pression et la mobilisation pour le retrait de ce projet de loi.

Lundi dernier, les syndicats CGT, SUD et SNU du ministère du Travail ont organisé un meeting national à la Bourse du travail de Paris. Cela suffira-t-il à renverser la tendance ? Pendant que le président Hollande va à confesse, Christian Garrette, syndicaliste CGT de La Poste à Annecy, est toujours mis à pied en vue de son licenciement et ce depuis 2011. Son crime ? Dénigrement de l'entreprise, insultes envers la hiérarchie. En fait, résistance aux restructurations drastiques. Il a du mouron à se faire en ces temps de liaison affichée Gattaz-Hollande. Pas question pour autant de baisser les bras !

Jean-Pierre Germain

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Une bonne idée

Le représentant du Medef a annoncé, à l'issue de la première séance de négociations sur l'assurance chômage : « Malgré les 4 milliards de déficit de l'Unedic, l'organisation patronale ne mettra pas un sou sur la table. » Et pourquoi les futurs chômeurs ne le financeraient-ils pas par anticipation ?

Homophobie cléricale

Comme vous ne le savez sans doute pas, mécréants que vous êtes, le pape François va créer, le 22 février prochain, dix-neuf nouveaux cardinaux, histoire de renouveler l'air dans l'Église catholique. Parmi les heureux élus, Fernando Sebastián Aguilar, ancien archevêque de Pamplune, actuellement à la retraite (85 ans), s'est distingué il y a peu dans une interview accordée au journal Sur de Málaga, où il déclare : « L'homosexualité est une déficience sexuelle qui peut se soigner avec un traitement adéquat. » Il s'empresse d'ajouter qu'il ne faut voir dans ses propos aucune discrimination, lui-même souffrant d'hypertension et se soignant avec un traitement tout aussi adéquat. Alléluia ! Homos, lesbiennes allez en paix, soignez vous bien, le royaume des cieux vous appartient.

Construire l'offensive

Contre-rassemblement antisexiste radical



«*MON VAGIN, MON CHOIX, TA GUEULE*», pouvait-on lire sur une pancarte au rassemblement contre la marche pour la «vie» des anti-IVG. De 14 heures à 16 heures, 400 personnes se sont mobilisées le 19 janvier à place d'Italie, pour défendre ce droit fondamental, et contribuer à contrer les réactionnaires. Ce rassemblement, nous le devons principalement aux deux féministes tenant les blogs Crêpe Georgette et Dariamarx, qui ont lancé un appel sur Internet, et au Strass, qui a déposé l'événement en préfecture. Sans elles et eux, nous n'aurions entendu rien d'autre que les pas des Civitas, SOS Tout-Petits et compagnie. Il y a plusieurs années qu'aucun rassemblement n'avait été organisé en face de cette marche réactionnaire annuelle. Il nous a été proposé d'aider à l'organisation et la sécurisation du rassemblement, ce que nous avons accepté avec plaisir, et que nous accepterons également à l'avenir pour d'autres mobilisations.

Ceux et celles qui ne sont pas venus ou critiquent de façon inactive, vivant dans le ciel des idées, et reprochent la présence du Strass, parlant parfois de récupération de l'IVG à des fins réglemmentaristes, n'ont visiblement pas compris comment combattre les réactionnaires.

Cette confrontation trop souvent stérile entre dits abolitionnistes et dits réglemmentaristes en vient à diviser les rangs des révolutionnaires inutilement.

D'autres mobilisations vont vite arriver, étant donné l'actualité espagnole et suisse, qui respectivement interdit presque le droit à l'avortement ou supprime son remboursement. Si la France n'est pas dans cette situation, il est clair que le curseur est braqué sur le développement des réactionnaires de tous bords, pendant que le gouvernement fait passer ses réformes antisociales dans une absence de mouvements sociaux presque totale.

Nous devons continuer à nous mobiliser, aussi bien sur les questions sociales que sociétales. La lutte des classes n'exclut pas le progrès antisexiste, au contraire, celui-ci est un secteur primordial dans la lutte du prolétariat pour ses intérêts.

Rendez-vous le 1^{er} février pour une nouvelle manifestation, construisons une offensive révolutionnaire et ne laissons aux réactionnaires et leurs complices que l'amer goût de la défaite !

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

Mexique

Des nouvelles

des **prisonniers** anarchistes



Prison Nord de la ville de Mexico

Le 2 octobre 2013, des compagnons ont été arrêtés pendant la manifestation commémorant les 45 ans du massacre de Tlatelolco. Cinquante personnes ont été encerclées par les *granaderos* (équivalent des CRS). Ces derniers ont pris aléatoirement neuf personnes, dont huit sont encore aujourd'hui détenues: José Alejandro Bautista Peña, Abraham Cortez Ávila, Víctor Efrén Espinoza Calixto, José Daniel Palacios Cruz, Iliá Daniel Infante Trejo, Miguel Adrián Gutiérrez, Salvador Reyes Martínez, Iribar Ibinarriaga Ramírez. Un piquet de protestation a été mis en place à l'extérieur de la prison. Luis Fernando Bárcenas Castillo, lui, a été arrêté le 13 décembre, accusé d'avoir brûlé un arbre de Noël de Coca-Cola. Il se trouve aussi dans cette prison, mais à un autre étage que les prisonniers du 2 octobre. Extorsion, jour après jour. Les mardi, jeudi, samedi et dimanche les personnes du piquet vont visiter les prisonniers. Pour pouvoir accéder à la prison, elles se voient extorquer par les matons de dix à vingt pesos par personne, puis elles doivent encore payer dix pesos

pour faire entrer la nourriture et, lorsque la matonne est de mauvaise humeur, c'est vingt pesos. À l'intérieur, les compagnons doivent aussi payer les matons pour avoir le droit d'être sur la liste des prisonniers qui reçoivent des visites. Dans le cas de Luis Fernando Bárcenas Castillo, celui-ci doit payer en plus dix pesos pour accéder à son dortoir. À cause de tout cela, les compagnons ont commencé à fabriquer des *piñatas* et des bracelets pour couvrir ces dépenses et soutenir leur famille, car certains étaient des soutiens de famille.

Tour médicale de Tepepan

Sous le nom policé de Tour médicale de Tepepan se cache une prison-hôpital où, suite à sa grève de la faim, Mario González se trouve enfermé. Mario a été arrêté en compagnie d'autres compagnons et compagnes alors qu'ils se rendaient à la manifestation du 2 octobre. Il est le seul à rester en prison suite à cette arrestation, les autres compagnons et compagnes ayant pu sortir sous caution. Il a été condamné, le 10 janvier 2014, à cinq ans et neuf mois de prison

pour atteinte à la paix publique et dégâts sur biens d'autrui. Dégâts qui, d'ailleurs, n'ont pu être ni constatés ni évalués par la juge, qui l'a exempté de la réparation de ces dégâts imaginaires. Les autorités pénitentiaires mettent en œuvre tout ce qu'elles peuvent pour empêcher Mario de recevoir des visites de ses proches et des médecins indépendants de la Sexta qui le suivent, mettant ainsi sa santé en danger. Là aussi, un piquet de protestation pour le soutenir s'est mis en place. Une précision: cette arrestation n'est pas la même que celle des prisonniers dit du «2 octobre» dont nous avons parlé précédemment. Mario et ses compagnons et compagnes ont été arrêtés alors qu'ils se rendaient à la manifestation; les prisonniers dits du «2 octobre» ont été arrêtés à la même date, mais pendant la manifestation.

Prison de Santa Martha Acatitla

Luna Flores a été arrêtée le 13 décembre. Elle est, elle aussi, accusée d'avoir brûlé un arbre de Noël de Coca-Cola. Nous n'avons pas plus d'information actuellement sur sa situation.

Prison pour mineurs de la ville de Mexico

Isabel de la Madrid Flores s'y trouve enfermée, accusée dans l'affaire de l'arbre de Noël de Coca-Cola. Pour l'instant, ses proches ne souhaitent pas communiquer à son sujet.

Procureure générale de la république

Fallon Poisson, Amélie Pelletier, Carlos López Martin sont détenus actuellement par la procureure générale de la république, en garde à vue pour quarante jours. Ils sont accusés d'avoir lancé, le 5 janvier 2014, des pierres et des cocktails Molotov sur des installations du secrétariat aux Communications et aux Transports et sur une concession Nissan. Les charges retenues contre eux sont: dégâts matériels, sabotage, délinquance en bande organisée et terrorisme. Cette garde à vue de quarante jours sert uniquement à la police à avoir le temps de monter un dossier de toutes pièces.

Au total, ce sont actuellement quinze compagnons et compagnes qui sont enfermés par la ville de Mexico et l'État mexicain, pour le seul fait de penser différemment, d'être proche des mouvements libertaires et anarchistes de la ville de Mexico ou d'y participer. Leur détention est clairement politique.

Les Trois Passants

<http://liberonsles.wordpress.com>

Espagne

Expérience

anarchiste exportable



« Gamonal ne veut pas de boulevard. J'aime Burgos. »

EN ESPAGNE, tous les regards sont tournés vers Gamonal, ce quartier ouvrier de Burgos. Depuis le début de l'année une lutte exemplaire oppose les habitants aux autorités. Motif ? Le projet de la mairie de faire traverser le quartier par un boulevard (budget prévu : huit millions d'euros) et de construire un parking privé de 246 places (budget prévu : cinq millions d'euros). Avec le début des travaux, la mobilisation des habitants s'est organisée et a pris une ampleur que les autorités n'avaient pas soupçonnée. Pour les habitants, ce boulevard est jugé « très esthétique mais parfaitement inutile », son coût, exorbitant d'autant plus qu'il y a d'autres priorités pour ce quartier : rénover rues et trottoirs criblés de nids de poules et trous divers, restaurer la façade de la bibliothèque municipale ainsi que les murs des écoles, améliorer l'éclairage des rues, pallier le manque de crèches et garderies... Assemblées générales et manifestations se sont succédé. Le chantier a été occupé et les travaux interrompus. Réponse habituelle des autorités : la matraque. Les forces de l'ordre se sont une fois de plus distinguées par leur brutalité qui, loin d'intimider les habitants de Gamonal, a renforcé leur détermination. Nombreux blessés et une cinquantaine d'ar-

restations. L'affaire a débordé du cadre local et les habitants du quartier ont reçu le soutien des associations de quartiers d'autres villes d'Espagne. Du coup, intervention de Jorge Fernández, ministre de l'Intérieur, déclarant que ces manifestations étaient dirigées par « des individus anti-système appartenant à des groupes anarchistes qui n'hésitent pas à mener des actions illégales qui troublent des manifestations pacifiques ». Éternelle rengaine. Les habitants, eux, dénoncent la corruption, un projet d'urbanisation douteux, les brutalités policières. L'association de quartier (dans laquelle il y a effectivement des anarchistes, et comment !) s'en tient à ses revendications : que ce soit eux qui décident des travaux urgents à accomplir dans leur quartier, que les manifestants arrêtés soient immédiatement libérés, que le maire soit démis de ses fonctions. Lequel maire, sentant le vent du boulet, a finalement décidé l'arrêt des travaux du boulevard et du parking. Les habitants ont espacé les divers campements qu'ils avaient installés pour permettre aux engins de chantier de venir combler l'énorme tranchée qu'ils avaient déjà creusée. Au moment où j'écris ces lignes le remblaiement n'a pas commencé et les habitants, méfiants, occupent toujours l'espace public. Les autori-

tés essayent de temporiser et accusent les anarchistes d'être les meneurs, et les indignés du 15M d'organiser des mobilisations de soutien dans d'autres villes, en se servant de leurs propres structures créées et renforcées ces trois dernières années (eh oui, c'est ça l'organisation !). Et pour éviter que l'étincelle ne mette le feu à la plaine, ces mêmes autorités accusent associations de quartiers et indignés de transformer « un problème local et technique » en mouvement social national dirigé contre la classe politique, les banques, et d'avoir les mêmes objectifs que l'assemblée du quartier Gamonal. Et ultime aveu d'impuissance et de peur en haut lieu : les représentants des forces de l'ordre déclarent que les « incidents » du quartier de Gamonal sont dus aux « violences des anarchistes de Burgos » et que s'ils ont réussi à stopper les travaux décidés par la mairie cela « ne constitue pas une expérience révolutionnaire exportable au reste du territoire national ». Pas exportable ? Un jour prochain on devrait pouvoir leur prouver le contraire.

Ramón Pino
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Pour maintenir la balance entre le riche et le pauvre, **soyez partiaux !**

Harangue à des magistrats qui débutent

Oswald Baudot (1926-1994) a été une des figures du Syndicat de la magistrature. Cet éternel révolté qui aimait bousculer l'institution judiciaire est resté dans l'histoire de la magistrature pour cette « harangue » rédigée en 1974, alors qu'il était substitut du procureur de la République de Marseille. Le garde des Sceaux de l'époque, Jean Lecanuet, n'avait guère apprécié cette vision de la magistrature : accusé de manquement à l'obligation de réserve, Oswald Baudot avait comparu, le 28 janvier 1975, devant la commission de discipline du parquet, qui avait recommandé au ministre une réprimande avec inscription au dossier. Face à la mobilisation du Syndicat de la magistrature et au soutien de l'Union syndicale des magistrats, le garde des Sceaux avait finalement renoncé à sanctionner l'impertinent.

Si *Le Monde libertaire* publie ce texte aujourd'hui, c'est qu'à l'heure de la criminalisation tous azimuts du mouvement social, en France comme ailleurs, il est bon de rappeler cette conception particulière de la magistrature. Pour autant, nous nous garderons bien de toute sympathie et complaisance à l'égard de cette institution qui, malgré ses quelques révoltés, n'en demeure pas moins garante de l'ordre économique et social établi. C'est elle qui remplit les prisons que nous, anarchistes, voulons détruire.

Oswald Baudot

*Substitut du procureur
de la République de Marseille,
en 1974.*

VOUS VOILÀ INSTALLÉS ET CHAPITRÉS. Permettez-moi de vous haranguer à mon tour, afin de corriger quelques-unes des choses qui vous ont été dites et de vous en faire entendre d'inédites.

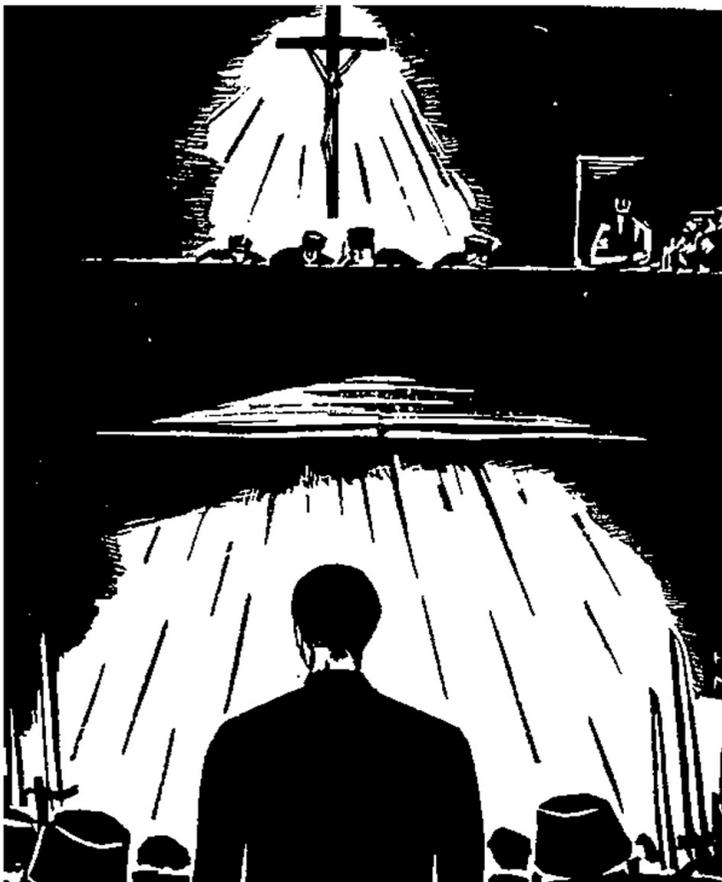
En entrant dans la magistrature, vous êtes devenus des fonctionnaires d'un rang modeste. Gardez-vous de vous griser de l'honneur, feint ou réel, qu'on vous témoigne. Ne vous haussez pas du col. Ne vous gargarisez pas des mots de « troisième pouvoir », de « peuple français », de « gardien des libertés publiques », etc. On vous a dotés d'un pouvoir médiocre : celui de mettre en prison. On ne vous le donne que parce qu'il est généralement inoffensif. Quand vous infligerez cinq ans de prison au voleur de bicyclette, vous ne dérangerez personne. Évitez d'abuser de ce pouvoir.

Ne croyez pas que vous serez d'autant plus considérables que vous serez plus terribles. Ne croyez pas que vous allez, nouveaux saints Georges, vaincre l'hydre de la

délinquance par une répression impitoyable. Si la répression était efficace, il y a longtemps qu'elle aurait réussi. Si elle est inutile, comme je crois, n'entreprenez pas de faire carrière en vous payant la tête des autres. Ne comptez pas la prison par années ni par mois, mais par minutes et par secondes, tout comme si vous deviez la subir vous-mêmes.

Il est vrai que vous entrez dans une profession où l'on vous demandera souvent d'avoir du caractère mais où l'on entend seulement par-là que vous soyez impitoyables aux misérables. Lâches envers leurs supérieurs, intransigeants envers leurs inférieurs, telle est l'ordinaire conduite des hommes. Tâchez d'éviter cet écueil. On rend la justice impunément : n'en abusez pas.

Dans vos fonctions, ne faites pas un cas exagéré de la loi et méprisez généralement les coutumes, les circulaires, les décrets et la jurisprudence. Il vous appartient d'être plus sages que la Cour de cassation, si l'occasion



Frans Masereel, 25 Images of a Man's Passion, 1919.

s'en présente. La justice n'est pas une vérité arrêtée en 1810. C'est une création perpétuelle. Elle sera ce que vous la ferez. N'attendez pas le feu vert du ministre ou du législateur ou des réformes, toujours envisagées. Réformez vous-mêmes. Consultez le bon sens, l'équité, l'amour du prochain plutôt que l'autorité ou la tradition.

La loi s'interprète. Elle dira ce que vous voulez qu'elle dise. Sans y changer un iota, on peut, avec les plus solides « attendus » du monde, donner raison à l'un ou à l'autre, acquitter ou condamner au maximum de la peine. Par conséquent, que la loi ne vous serve pas d'alibi.

D'ailleurs vous constaterez qu'au rebours des principes qu'elle affiche, la justice applique extensivement les lois répressives et restrictivement les lois libérales. Agissez tout au contraire. Respectez la règle du jeu lorsqu'elle vous bride. Soyez beaux joueurs, soyez généreux : ce sera une nouveauté !

Ne vous contentez pas de faire votre métier. Vous verrez vite que pour être un peu utile, vous devez sortir des sentiers battus. Tout ce que vous ferez de bien, vous le ferez en plus. Qu'on le veuille ou non, vous avez un rôle social à jouer. Vous êtes des assistantes sociales. Vous ne décidez pas que sur le papier. Vous tranchez dans le vif. Ne fermez pas vos cœurs à la souffrance ni vos oreilles aux cris.

Ne soyez pas de ces juges soliveaux qui attendent que viennent à eux les petits procès. Ne soyez pas des arbitres indifférents au-dessus de la mêlée. Que votre porte soit

ouverte à tous. Il y a des tâches plus utiles que de chasser ce papillon, la vérité, ou que de cultiver cette orchidée, la science juridique.

Ne soyez pas victime de vos préjugés de classe, religieux, politiques ou moraux. Ne croyez pas que la société soit intangible, l'inégalité et l'injustice inévitable, la raison et la volonté humaine incapables d'y rien changer.

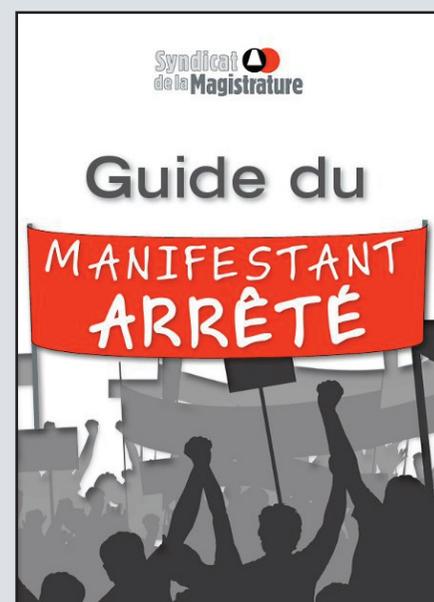
Ne croyez pas qu'un homme soit coupable d'être ce qu'il est ni qu'il ne dépende que de lui d'être autrement. Autrement dit, ne le jugez pas. Ne condamnez pas l'alcoolique. L'alcoolisme, que la médecine ne sait pas guérir, n'est pas une excuse légale mais c'est une circonstance atténuante. Parce que vous êtes instruits, ne méprisez pas l'illettré. Ne jetez pas la pierre à la paresse, vous qui ne travaillez pas de vos mains. Soyez indulgents au reste des hommes. N'ajoutez pas à leurs souffrances. Ne soyez pas de ceux qui augmentent la somme des souffrances.

Soyez partiaux. Pour maintenir la balance entre le fort et le faible, le riche et le pauvre, qui ne pèsent pas d'un même poids, il faut que vous la fassiez un peu pencher d'un côté. C'est la tradition capétienne. Examinez toujours où sont le fort et le faible, qui ne se confondent pas nécessairement avec le délinquant et sa victime. Ayez un préjugé favorable pour la femme contre le mari, pour l'enfant contre le père, pour le débiteur contre le créancier, pour l'ouvrier contre le patron, pour l'écrasé contre la compagnie d'assurance de l'écraseur, pour

le malade contre la sécurité sociale, pour le voleur contre la police, pour le plaideur contre la justice.

Ayez un dernier mérite : pardonnez ce sermon sur la montagne à votre collègue dévoué. **O.B.**

À lire pour tous les manifestants



Priorité à droite

Louis Janover



IL N'EST PAS RARE de voir les critiques les plus radicaux de la démocratie représentative répondre au nom de l'urgence, et en catimini, au dernier appel aux urnes, quitte à reprendre, dès le lendemain, la défense des sacro-saints principes. Mais aucun recours ne pourra revenir sur ce qui aura été ainsi consenti. L'éditeur Éric Hazan, à qui l'on demandait s'il votait, eut cette réponse digne du chantre de la révolution qui vient: «je vote tactiquement, de temps en temps», par exemple pour «changer le directeur de l'hôtel», car «l'ancien était vraiment très problématique, lui et son entourage». Le dernier élu serait donc moins «problématique»?

C'est le contraire qui est vrai. On peut passer au peigne fin toutes les mesures

annoncées et celles déjà prises, on apercevra partout l'empreinte de la même logique, sauf que rien de ce qui a été dit avant les élections ne peut contredire ce qui a été mis sur la table. Mais il fallait que l'ancien directeur, trop décrié pour être efficace, «dégage» pour céder la place à un nouveau maître d'hôtel dont la souplesse tactique était nécessaire à l'élaboration concertée d'une politique de droite que patrons et décideurs attendaient en piaffant. Autrement dit, voter contre Sarkozy c'était préparer «tactiquement» le retour à sa politique!

Changement radical de perspective historique, donc! Mitterrand rassemblait en faisant peur et il faisait peur pour rassembler en par-

lant de rupture avec le capitalisme; François Hollande rassure en apportant la preuve que sa rupture avec le socialisme est réelle; et qu'il sait exactement ce qu'il convient de modifier pour que tout reste en l'état. Encore une légère retouche sémantique, et la gauche sera bientôt célébrée pour avoir mis en chantier tous les grands travaux de détricotage que la droite, sous les lazzis de l'intelligentsia, avait tenté en vain de mener à bien. Et retentira l'hymne du Medef: «C'est Hollande, c'est Hollande. C'est Hollande qu'il nous faut.» Comme il se prête à tout, tous se prêtent à lui, d'autant que ses portes leur restent grandes ouvertes!

Hollande et le PS représentent la droite pure et simple, Janus où l'on peut désormais

déchiffrer sur chaque face tout ce qui a fait le visage d'une réaction menée au nom du socialisme, et qui n'éprouve plus désormais le besoin de dissimuler aucun de ses traits, au contraire. Certes, cette absence de la moindre once de socialisme risquerait de poser problème ! Où se trouve alors le parti qui remplira le rôle d'opposant utile et rendra au PS ce qu'il aura perdu en apparaissant pour ce qu'il est ? Le Front de gauche, PC et Parti de gauche réunis par une même logique de détournement des luttes ouvrières, représente cette force complémentaire indispensable pour capter le mécontentement et faire en sorte que les revendications se perdent dans de grandes envolées lyriques sans consistance.

Qui donc pouvait désormais agiter le flambeau de l'illusion, exercice interdit au PS et à ses alliés en raison des conditions dans lesquelles ils devaient mettre en œuvre leur politique ? Le Front de gauche et le PC en ont hérité, en experts de ce double exercice du mensonge. Il leur revient de soumettre à la critique ce pour quoi ils ont appelé à voter, de donner à leur allégeance au système la forme d'une opposition de manière à conserver la fiction du changement – comme si la politique menée ne s'inscrivait pas dans une logique dont ils ne pouvaient rien ignorer.

D'où le côté matamore de Mélenchon, admirateur des *líder* et autres *comandante* dont il rêve d'endosser la tenue, et dont le discours tant célébré est à l'image du double langage, une phrase tournée en forme d'ordre de bataille, l'autre en attente d'une offre de conciliation : ne s'est-il pas posé au départ en chef de file des « ayants droit de la victoire », un pied dehors, un pied dedans. Non, « ce n'est pas nous qui ferons tomber un gouvernement de gauche. Nous critiquerons, nous ferons notre rôle de parlementaire, mais nous ne sommes pas des adversaires politiques ». Personne n'aurait eu l'audace de le penser ! Invité à l'Élysée par le nouvel élu, le commensal du PC, qui a appris les bonnes manières dans les cuisines mêmes du pouvoir, sera tout retourné de se savoir là où s'était achevée la mue de la gauche en Deuxième droite : « Il est émouvant de retrouver un homme de gauche dans le bureau de François Mitterrand. Pour moi, c'est un moment un peu spécial, je ne vais pas le cacher. » Eût-il eu l'intention de le faire, il n'aurait guère eu de chance de parvenir à ses fins. Le voilà en réserve de la république, engagé dans un bras de fer avec son allié pour savoir lequel des deux capitaines aura pour mission historique de mener « le peuple » en bateau.

Comme plus rien ne permet de faire la différence entre la gauche et la droite, sinon la faiblesse de la seconde quant à sa capacité de prendre les mesures nécessaires pour briser les rigidités du système d'exploitation et d'oppression, et brider la résistance des classes dites moyennes, c'est toute la culture du mensonge politique qui s'en trouve bou-

leversée. À l'injonction célèbre concernant la social-démocratie « Qu'elle paraisse pour ce qu'elle est » se substitue un autre mot d'ordre impératif : « Comment ne pas paraître pour ce qu'elle est ! » L'intelligentsia est là pour apporter les éléments de réponse en vue de donner à la culture du mensonge et de la servilité ses nouvelles lettres de noblesse.

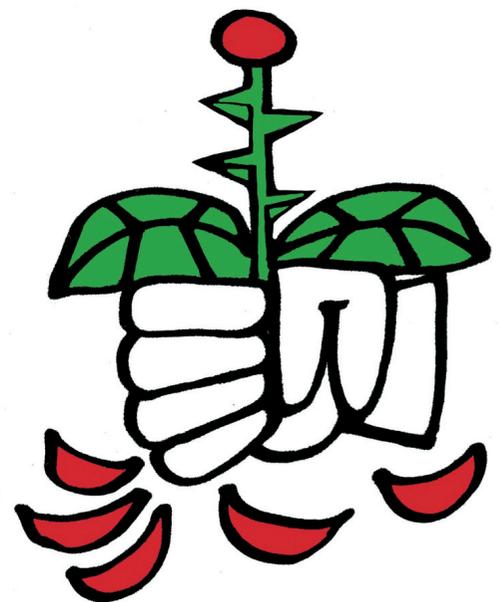
La situation réclame, en effet, le sacrifice sur l'autel de la compétitivité de ce qu'il est convenu d'appeler, par réversion de sens, les acquis sociaux – rien de plus, en réalité, qu'une rétribution nécessaire à la survie du plus grand nombre. Du socialisme, faisons table rase !

Aussi va-t-on assister à l'inversion radicale de la politique de réformes avec changement de rôle pour les syndicats et les partis de gauche. Non qu'ils aient cessé d'être indispensables, au contraire. Mais ils sont investis d'une responsabilité différente, celle d'une droite de rattrapage, droite normale destinée à son tour à mener à bien ce que la droite traditionnelle, prisonnière d'un passé politique et de démons difficiles à exorciser, peine à accomplir, faute d'une culture du mensonge et de la dénégation que sa rivale a eu le temps de mettre au point pendant sa longue marche au pouvoir. Elle seule est capable de prendre les mesures d'austérité au moins mauvais moment possible – la fonction qu'elle occupe, les positions qu'elle contrôle et ses relais politiques et syndicaux lui permettent de suivre au plus près les réactions des milieux concernés, bref, d'éviter que la colère sociale se transforme en remise en cause du capital. Et pour ceux que le sentiment d'avoir été « trahis » pousseraient à des débordements intempestifs, la gauche de la gauche est là pour les promener à la Bastille.

L'État ne peut pas tout faire, mais il peut en faire assez pour que les marchés aient mieux à faire ! Une situation sociale instable, matrice de luttes ouvrières parfois fécondes, faisait sans cesse osciller le Parti socialiste, et la gauche en général, entre l'institution et la contestation. Ce qui est nouveau, c'est que le PS s'est dépouillé de ses derniers habits d'origine ; il a abandonné jusqu'à l'illusion de pouvoir du capitalisme, capable de le remettre sur pied de guerre en cas de besoin. Le néokeynésianisme auquel il est fait appel a fini de nettoyer le programme « socialiste » de tous les résidus qui pouvaient encore se référer à la social-démocratie. La gauche normale a donné naissance à la droite normale que le pouvoir attendait depuis si longtemps, et qui renvoie nécessairement à une politique de classe, parfaitement cohérente, car l'ancien double jeu ne répond plus à l'enjeu tel que le posent les rapports de domination et de servitude modernes. Le développement accéléré des formes de contrôle et de gestion réclamait

un personnel politique et culturel plus flexible, et c'est ainsi que la droite normale a hérité de tous les pouvoirs.

Les écologistes avaient leur place à l'intérieur du gouvernement, afin que certaines mesures de rigueur apparaissent comme imposées par la sauvegarde des grands équilibres naturels, donc transcendant les clivages sociaux. N'étaient-ils pas prêts à répondre à la commande avant même d'avoir été sollicités ? Et leurs théories n'offraient-elles pas quelques arguments faciles à mettre en musique sur le ton de l'austérité ? Le social-libéralisme c'est la quintessence de cette politique de droite accordée aux oreilles de la gauche grâce aux vocalises sociales. Dégraisser les entreprises, euthana-



sier les canards boiteux, organiser l'armée des chômeurs et des précaires, compresser les salaires sans épargner les « couches salariales qui ne produisent pas de plus-value » (Pierre Souyri), mais en ponctionnent une part –, voilà le « retricotage » auquel la gauche se devait d'apporter son point. Le « pacte de responsabilité », version Hollande, devient « pacte de confiance », en langage patronal.

Une telle convergence traduit la disparition de toute force de contestation radicale et de toute pensée critique dans les rangs de l'intelligentsia et des mouvements d'avant-garde, débris que le stalinisme et le gauchisme ont laissés derrière eux et qui étouffent toute renaissance et tous germes d'un renouveau. Il n'eût pas été possible d'en arriver à une telle conjoncture si le PC et ses épigones, identifiés ou non, n'avaient pas écrasé dans le mouvement ouvrier tout ce qui portait une espérance d'émancipation fondée sur la remise en cause radicale du capitalisme de marché ou du capitalisme d'État, et des formes aliénées de révolte qu'ils suscitent.

Paradoxalement, en apparence, la déstalinisation, puis la chute de l'URSS ont été des étapes nécessaires sur la voie de cette éradication, et les intellectuels qui accompagnaient le mouvement ont chaque fois apporté leur contribution quand une étape nouvelle était franchie. Si l'on peut parler de « duplicité », voire de trahison, c'est à propos d'une intelligentsia dont la conscience, toujours aiguillée vers les centres du pouvoir, après s'être chargée d'expliquer et de légitimer toutes les distorsions qui ont pu apparaître entre la théorie et la pratique, a refait le chemin à l'envers. Après l'hagiographie, la stigmatisation – puis l'indifférence en matière historique. L'historiographie, et la spécialisation qu'elle génère, a totalement absorbé l'histoire politique du stalinisme, et sa fonction sociale, ce qui permet désormais de mettre sur le même plan des répressions de nature radicalement différente, d'en effacer la spécificité ; et au PC comme à ses créatures de se réclamer du passé des luttes ouvrières comme si de rien n'avait été.

Ainsi le disait Pierre Naville : « Constituée comme institution, [l'intelligentsia] fonctionne comme toute institution : elle commence à produire des mythes, à mentir et à dissimuler. » Disons plutôt : elle recommence à produire des mythes, à mentir sur son passé et à dissimuler ce qui résiste à son mensonge. « Cette classe louangeuse et louangée continue bien à remplir les fonctions intellectuelles, elle parle, écrit des livres, commente l'action des autres, recommande ce qu'il faut faire, décide du juste et de l'injuste, et fournit des jeux de mots dont a besoin de se couvrir tout gouvernement de l'homme par l'homme. »

Maintenant que tous les « ismes » portés aux nues ont fait faillite, ces intellectuels, qui ont toujours pour fonds de commerce la culture critique, ne sont plus tenus de reve-

nir sur ces régimes pour expliquer le pourquoi de leur adhésion à des rapports de classes « totalitaires », les raisons de leur choix de l'un plutôt que de l'autre, ou vice versa, ce qui les libérait aussi du poids de devoir montrer que la spécificité de ces États rendait toutes leurs explications nulles et non avenues. Le capitalisme de marché revenait au centre de leur critique, mais sans la référence obligée au capitalisme d'État.

Une quantité négligeable en ces temps, le néostalinisme, s'est ainsi changée en élément culturel et politique de poids, le PS occupe désormais une autre fonction, le PC également, et mettre cela en lumière nous montre ce qu'il en est de la gauche aujourd'hui. En dépit d'une histoire différente, le PC déstalinisé et le Front de gauche trouvent leur point de convergence dans l'occultation d'un passé qui les ferait apparaître pour ce qu'ils sont : des colégataires du capitalisme d'État.

Les structures rigides de ce système de domination et de servitude ont été abandonnées, mais tout ce qui relevait de la remise en cause du capitalisme de marché par le marxisme de parti trouve un nouvel usage : les rapports de production et d'échange restent les mêmes et les méthodes d'encadrement de la classe ouvrière ne changent donc pas. Aussi bien les intellectuels maintenant libérés du corset totalitaire ont-ils repris leur fonction dans le PC ou dans le Parti de gauche. Avec le temps, c'est tout un fond de pensée qui remonte, parce qu'ineffaçable, suite logique d'un certain passé, d'un parcours militant quasi institutionnel et de ce qu'il comporte. Ainsi est né le néostalinisme dont la culture emprunte tant au « socialisme des intellectuels », teinté de marxisme, qu'à la sociologie critique, libérée de toute allégeance politique !

En fait, se rattache désormais à la « Droite normale », héritière de la Deuxième droite, une « Nouvelle gauche », synthèse originale de tous les « ismes » disparus, feinte-dissidence qui unifie en une même idéologie des éléments que l'on pouvait croire disparates et parfois ennemis. Le Front de gauche est le creuset de ce néostalinisme, et c'est pourquoi il exerce une telle attraction sur le trotskisme et ses succédanés. La fonction a recréé l'organe de notre Thermidor, adapté à une situation nouvelle, sur le plan politique et culturel complètement originale, même si le socle social et économique reste enraciné dans le même rapport de classes. C'est sur cette base que s'opère aujourd'hui l'inversion des valeurs « révolutionnaires », que se diffuse et s'installe la confusion dans les esprits, avec toutes les distorsions de sens que cela suppose. De ce point de vue, PC-PS-Mélenchon même combat, en dépit du fait que la grenouille rêve de devenir aussi grosse que le bœuf et de prendre sa place.

Il est donc évident que certaines critiques formulées hier encore contre la gauche et ses satellites changent de place et d'importance ; et que certaines priorités s'en trouvent inversées. Ce qu'il était convenu de nommer la Deuxième droite fait office désormais de « Droite normale », et ce glissement sémantique reflète le rééquilibrage des pièces sur l'échiquier social et politique. Plus besoin d'autres mots pour savoir maintenant où se situe exactement l'objet d'une critique radicale.

La gauche, svp ? Impossible de s'y tromper ! La porte derrière, à droite ! **L. J.**

1. Cf. L. Janover, « Si la vraie droite nous était contée », *Le Monde libertaire*, n° 1711, 20-27 juin 2013. Voir Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, *La Deuxième droite* (1986), Toulouse, Agone, 2013. Dans un avant-propos, « Trente ans après. Retour sur le retour du PS », Thierry Discepolo et Éric Sevault soulignent les basculements que la situation a provoqués, mais aussi la logique du système : que les politiques s'enchaînent de telle sorte que tout était annoncé de ce qui provoque l'étonnement des intellectuels trop occupés de leur service pour voir au-delà.

Retour sur le pouvoir vu par **Michel Foucault**



Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

MICHEL FOUCAULT (1926-1984) apporte incontestablement un grand nombre d'éclairages sur la question du pouvoir. Il est cependant étonnant que ce philosophe – érudit, cultivé, grand lecteur – n'ait pas utilisé ce qu'en dit l'anarchisme. En effet, comme l'a bien étudié Salvo Vaccaro, Foucault « ne cite pas l'anarchisme, même pas comme toile de fond ou comme objet-cible de polémique »¹.

Pourtant, le pouvoir est la problématique centrale de l'anarchisme. Un grand nombre de théoriciens anarchistes ont formulé des choses intéressantes sur la question, à tout le moins incontournables, qu'on soit d'accord ou non avec eux. À commencer par

Godwin, Stirner, Proudhon, Bakounine, mais on peut y ajouter les contemporains comme Gustav Landauer, André Prudhommeaux, Noam Chomsky ou Friedrich Liebling...

On peut donc s'interroger légitimement sur les raisons de cet « oubli » par Foucault, pour comprendre, pour avancer dans l'histoire des idées et – disons-le – par esprit de justice. Michel Foucault sait pourtant que l'anarchisme existe. Il y fait même quelquefois référence, non sans approximations. C'est un aspect déjà connu et qui a été plus ou moins bien traité, notamment par Salvo Vaccaro.

On pourrait approfondir l'analyse de ce côté-là, mais, à force, on buterait toujours sur des raisons méconnues ou conjoncturelles qui expliqueraient le choix philosophe. Il faudrait, par exemple, évoquer le poids du marxisme au sein de l'Académie et des milieux politiques à cette époque, qu'un Foucault non marxiste devait cependant tenir compte, ou encore la volonté pour un personnage de se distinguer...

Il semble donc, à ce stade, plus pertinent de voir quelles en sont les raisons dans la théorie elle-même. Il ne s'agira là que de quelques pistes de réflexions, à creuser.

Les risques de la théorie des micro-pouvoirs

L'un des points centraux de la théorie foucauldienne est celle des micro-pouvoirs. Selon elle, le pouvoir est partout, et il se trouve notamment (d'abord?) à de petits niveaux. Ce n'est pas faux, mais on peut se demander si, à force d'être partout, le pouvoir ne serait pas nulle part, finalement. C'est-à-dire qu'il ne serait plus au cœur du social et du politique, et qu'il ne serait plus la catégorie pertinente de l'analyse.

La définition de qu'on entend par « pouvoir » est l'un des premiers problèmes². Sans rentrer dans le détail, faute de place, rappelons que Proudhon, par exemple, se garde de confondre le « pouvoir » avec la « puissance » prise dans le sens de « capacité », sans quoi les individus et les collectifs révoltés resteraient éternellement impuissants. En fait, le vocabulaire constitue un véritable enjeu comme on l'a vu avec les slogans tels que « Tout le pouvoir aux soviets » ou encore « Le pouvoir est au bout du fusil » dont on a vu les dégâts en Russie, dans les pays de l'ex-tiers-monde ou ailleurs.

La théorie foucauldienne introduit en fait une double perspective. D'une part, le pouvoir relèverait d'abord de l'individu. Du moi plus toi. Nous serions, chacun et en première instance, des monstres en puissance. C'est possible, tout comme nous pourrions aussi être le contraire. La réalité humaine est d'ailleurs faite des deux, ce qu'affirment clairement les principaux théoriciens anarchistes³. En cela, ils s'opposent aussi bien aux religions (le péché originel, l'être humain naturellement mauvais – ou encore intrinsèquement prédateur chez les écologistes profonds) qu'à la gauche rousseauiste (« l'homme est un être naturellement bon [...], la société le déprave et le pervertit »)⁴.

Mais ainsi, alors que le pouvoir est, comme le salariat, la résultante d'une organisation sociale (économique, culturelle, générée...), le poser comme un mal quasi ontologique nous mène aux portes du métaphysique et du religieux : une sorte de version post-moderne du péché originel.

Concrètement, individuellement, socialement et politiquement, la théorie du micro-pouvoir peut se traduire chez la per-

sonne par une culpabilisation (*mea culpa, mea maxima*), et par une démarche de type confessionnel : du genre comment être bon, ne pas être méchant, ne pas avoir du pouvoir.

D'autre part, si le pouvoir est surtout micro, voire d'abord micro selon les différentes exégèses foucauliennes, un tel postulat conduit à minimiser, sinon à relativiser, le macro-pouvoir : celui de l'État et du patronat, pour le dire caricaturalement mais vraiment. Plus spécifiquement, le pouvoir de ceux – et, de plus en plus, de celles (Angela Merkel encore, Laurence Parisot avant, Cristina Kirchner, Michelle Bachelet à nouveau, Christine Lagarde à la tête du FMI, entre autres femmes, et en ne se contentant que du présent...) – qui sont à la tête des États et des grandes entreprises. Qui dominent, pilotent, dirigent, gèrent tout le système hiérarchique en cascade situé en dessous...

Concrètement, individuellement, socialement et politiquement, cela peut se traduire par l'abandon de la contestation contre le macro-pouvoir, contre les dirigeants et les dirigeantes qui se trouvent en haut, autrement dit l'abandon de la lutte directe contre l'État – exprimée en tant que telle – donc l'abandon de la nécessité de s'organiser et de se fédérer pour cela.

Symétriquement, cela revient à confier la lutte contre le pouvoir micro à de petits espaces (d'abord domestiques...), à des petites structures, à des petites luttes, ponctuelles, éclatées, disparates, sans liens entre elles autres qu'occasionnels. Ou bien des liens concrétisés intellectuellement, voire abstraitement, par les nouveaux théoriciens qui en parlent (Toni Negri en étant le prototype avec sa « multitude »), et qui les incarnent *ipso facto*, en attendant d'être guidés par eux si on veut être un peu caustique ou lucide.

De l'intérêt académique d'être post-moderne

L'intérêt pour Foucault rencontre également l'intérêt pour Nietzsche chez une partie de l'intelligentsia. On peut se demander si ces approches actuelles n'ont pas également pour fonction de promouvoir, ou de réhabiliter, un certain nombre de fonctions récupérables par le capitalisme libéral-libertaire. Celui-ci admet en effet toutes les « machines désirantes » (Deleuze et Guattari) susceptibles d'alimenter le marché de la consommation, sans jamais remettre en cause la production (produire quoi, comment, pour quoi et pour qui?).

Le primat donné à l'émotionnel et à l'intuitif sur la raison et sur l'analyse légitime l'abandon des « grands récits » (la Bible, le Coran, Marx, Freud...), certes, mais aussi l'abandon des idéologies structurées et contestatrices. Le tout permet d'en finir avec l'idée même de révolution, au mieux relé-

guée au niveau de « micro-révolutions ». La vogue actuelle de Foucault et de Nietzsche s'explique doublement, au-delà du puissant attrait provoqué par leur style vigoureux et leur aspect décapant. Intellectuellement, leur philosophie donne une bouffée d'oxygène face au conservatisme mais aussi face au marxisme qui fut longtemps hégémonique dans les milieux militants ou académiques. Sociologiquement, elles apportent une légitimité et une visibilité à quelques penseurs au sein de l'Académie, où les places sont chères, dans les milieux militants, bien souvent conformistes et acculturés, et dans le grand public, qui n'est pas toujours éclairé.

En outre, la spéculation philosophique des auteurs post-anarchistes et post-marxistes interprète les mouvements sociaux actuels plus qu'elle ne les analyse sociologiquement. Leur rhétorique, non exempte de jargon, vise une légitimité dans un monde académique qu'ils dénoncent par ailleurs mais dont ils retirent des avantages, plus symboliques que financiers, au demeurant, et d'autant plus niés que ceux-ci restent euphémisés.

Leur volonté de surmonter le « sujet », et de jeter aux poubelles de l'histoire les sujets considérés comme dépassés (la classe ouvrière, le prolétariat, les syndicats, les organisations...), consacre en fait le sujet existant par excellence dans la tradition : le philosophe, voire le sociologue ou l'historien philosophe, dont la présence se fonde sur la supériorité de son discours.

De la convergence avec la logique libérale

La survalorisation de la différence, des minorités, des luttes émietées, prétendument inclassables selon la logique de la lutte des classes, telle qu'elle est véhiculée par la théorie foucauldienne, a deux implications.

D'une part, elle permet de dénoncer tout discours énonçant des normes, des modèles, des valeurs universelles et, par conséquent, tout discours de proposition claire, tout programme. À noter que le refus en bloc de l'universalisme a pour corollaire le culte du différencialisme, du culturalisme ad hoc, voire de l'indigénisme en soi. Bien entendu, une telle posture contente aisément les nouveaux dirigeants des pays dits émergents qui veulent leur part du pouvoir aux côtés des pays dits occidentaux, et qui recherchent une légitimité culturelle.

D'autre part, de façon plus paradoxale et redoutable, cette approche converge avec la rhétorique néo-libérale, social-libérale et libéral-libertaire qui privilégie la fragmentation, les mesures au cas par cas, la dislocation des protections sociales d'ensemble. D'où le succès de la French Theory dans le berceau même du néo-libéralisme : les États-Unis d'Amérique.

Notons également que le principe américain qui fait démarrer la lutte des classes –



ou plutôt l'ersatz de la lutte des classes – dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre, en vertu de cet autre adage post-moderne redoutable selon lequel « tout est politique », caractérise bien une façon de militer qui plaît beaucoup. Ne serait-ce que parce qu'elle fait l'économie de l'organisation élargie et qu'elle rentre dans la logique du life style.

Sur un registre proche, réduire le nombre de douches, manger des carottes biologiques, rouler en vélo et dépasser son genre (sexué) seraient le summum de l'engagement (le summum et non pas un point de départ), attitude d'ailleurs parfaitement recyclable par le capitalisme vert. L'anarchisme lui-même n'échappe pas à la question du life style comme l'a brillamment critiqué Murray Bookchin, ce qui lui a attiré les foudres des radicaux néopuritains.

De la convergence avec le « choc des civilisations »

Si à ce refus de l'universalisme s'ajoute une critique de l'occidentalisme considéré comme une essence et confondu avec le modernisme, cela peut aussi déboucher sur une critique de la science qui serait à la fois « moderne » et « occidentale ». *A contrario*, un tel rejet permet une revalorisation des traditions non occidentales ou anti-scientistes, voire antitechnologiques s'il s'y glisse un

peu d'écologie profonde. On peut, à ce propos, se demander si Michel Foucault qui, par ailleurs, néglige souverainement la géographie comme il ignore l'anarchisme, mais qui ne plonge pas pour autant dans l'écologie, ne se rapproche pas de cette thématique avec sa notion de « bio-pouvoir » (notion de surcroît souvent mal comprise et mal utilisée : mais c'est un autre débat).

Or c'est exactement sur ces bases-là – critique de la raison, de la science, de l'Occident, promotion des cultures contraires – donc sur le fond des choses, que Michel Foucault a soutenu Khomeiny et la révolution iranienne⁵. Ceux qui attribuent cette position hallucinante à un dérapage explicable par la vieillesse ou par la méconnaissance de la situation iranienne font non seulement injure à l'intelligence du philosophe, mais aussi erreur sur toute la ligne. Et, malheureusement, dès l'arrivée de Khomeiny aux commandes, le pouvoir – micro ou macro – fut partout, et la justice nulle part.

On pourrait enfin estimer que Foucault ne s'est pas référé à l'anarchisme dans son analyse du pouvoir non pas par ignorance ou méconnaissance de celui-ci mais bien, au contraire, parce que l'anarchisme pose une critique gênante du pouvoir : dans la nature de celui-ci, et dans les moyens d'y répondre. Il ne s'agit pas de tout rejeter chez Foucault,

mais de garder notre esprit critique, de contextualiser et de remettre en perspective, quitte à sortir des sentiers battus. **P. P.**

1. Vaccaro Salvo (1997) : « Foucault et l'anarchie », *La Culture libertaire*, Lyon, A.C.L., 474 p., p. 123-138, p. 126.

2. Sur ce point précis, cf. Pelletier Philippe (2013) : *Anarchisme, vent debout ! Idées reçues sur le mouvement libertaire*, Paris, Le Cavalier bleu, 258 p., chap. « L'anarchisme est impuissant car il ne veut pas du pouvoir ».

3. Rousseau Jean-Jacques (1755) : *Discours sur l'origine des inégalités parmi les hommes*.

4. Proudhon : « Nous sommes bons ou mauvais suivant les circonstances ; ce qui prouve que par nous-mêmes nous sommes indifférents » (Carnet IX, 1851), à la fois « animal et ange » (Carnet VIII, 1851). Kropotkine : « La nature humaine a deux sens contraires : la tendance étroitement personnelle et la tendance sociale » (*L'Éthique*, 1921). Malatesta : « L'homme n'est pas parfait, tout le monde en convient » (*Anarchisme et liberté*, 1920). Albert Camus : « L'homme foncièrement bon ? Naturellement, il ne l'est pas, il est pire ou meilleur » (*Réflexions sur la guillotine*, 1957). Gaston Leval : « L'homme n'est ni la quintessence du bien ni l'incarnation du mal. Mais il est à la fois, et simultanément, l'un et l'autre. L'homme possède, poussées à l'extrême, toutes les possibilités, bonnes et mauvaises, de la nature » (*Éthique et sadisme*, 1949).

5. Mandioso Jean-Marc (2010) : *Longévité d'une imposture, Michel Foucault, suivi de Foucaultphiles et foucaultâtres*, Paris, Encyclopédie des nuisances, 132 p.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Armand Robin, invisible poète anarchiste

« Armand Robin, écrivain, poète et traducteur, est une énigme en soi et qui a tout fait pour le rester. On connaît la date de sa naissance, le 19 janvier 1912 dans les Côtes-du-Nord¹, et celle de sa mort, le 27 mars 1961 à l'âge de 49 ans, dans un commissariat de police et dans des conditions jamais éclaircies. Pour lier les deux événements, il nous reste heureusement ses nombreux écrits et des témoignages, souvent posthumes, notamment celui de Georges Brassens. Pol Le Droch, poète breton, dira de lui : "Sa vie fut placée sous le signe d'un flagrant délit d'absence, d'un éternel besoin de non-lieu. [...] Toujours à contretemps de son époque, il se livra au vertige du langage, jusqu'à l'épuisement de son moi dans la parole des autres." »

Portrait d'Arman Robin par Guy Denning

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Partir d'un petit socle...

Nous connaissons très peu de choses sur l'enfance d'Armand Robin, sinon qu'il est le huitième et dernier enfant d'une famille de paysans bretons pauvres et illettrés. Jusqu'à sa scolarisation, il ne parlera pas un seul mot de français, mais le dialecte de son pays armoricain. Cependant, il réussit une scolarité brillante, devient bachelier à 16 ans et intègre le lycée Lakanal de Sceaux, en classe de khâgne, avant d'échouer à l'oral de l'École normale supérieure. Il s'inscrit alors en licence de lettres à la faculté de Lyon. Doué pour les langues, il apprend le russe et le polonais. En 1933, après huit jours de jeûne, il est exempté du service militaire. Voilà tout ce que l'on connaît, formellement, de sa vie.

« Retrouver la colonne vertébrale d'une vie »

Pour faire revivre ce libertaire haut en couleur, mais face à ce manque d'éléments biographiques, à chacun sa méthode. Pour sa part, la revue *À contretemps* a utilisé un système simple : le pointage chronologique de ses productions littéraires. (Les écrits sur Armand Robin de cette revue ont été par ailleurs compilés par les Éditions libertaires au sein de *L'Écriture et la Vie*.) Grâce à ce travail de fourmi, on apprend qu'en

1933 Armand Robin séjourne en Pologne et en URSS où, bien encadré par l'Intourist, il travaille dans un kolkhoze. L'expérience s'avère être pour lui une immense déception qui le marquera pour la vie entière. En 1935, il revient sur ce séjour : « Ce que j'ai vu, c'est la famine, ce sont des paysans qui depuis dix-huit mois n'ont jamais mangé ni viande, ni pain, [...] un peuple à bout de souffle, un peuple mort, [...] visages d'affamés, regards éteints, qui à force de souffrir bêtement ont perdu jusqu'au sentiment de la souffrance, le plus précieux de tous. Des consciences traquées, des âmes sans espoir, épouvantées des horreurs qu'elles ont traversées. [...] Une jeunesse abrutée, persuadée que les Soviets ont inventé l'électricité et de bien autres choses. » Ce qui ne l'empêche pas, en 1934, de se rapprocher de la CGTU et de participer activement aux manifestations ouvrières lyonnaises.

Robin, le polyglote

Rentré à Paris, il s'initie au hongrois, à l'arabe, au chinois, au gallois, au flamand, au slovène et au macédonien... Il justifie ainsi cet éclectisme : « Le martyr de mon peuple : on m'interdisait en français. J'ai donc appris le croate, l'irlandais, le hongrois, l'arabe et le chinois, pour me sentir un homme délivré. » Il dit ailleurs : « Je ne suis pas breton, français, letton, chinois, anglais : je suis à la fois tout cela. Je suis homme universel et général du monde entier... » Reçu à l'agrégation de



lettres, il échoue à l'oral. Il voyage en Italie et en Bretagne. En 1935, il publie sa première critique et ses premiers poèmes dans la revue *Europe*. Mais Armand Robin démarre parallèlement une activité qui deviendra sa passion durant toute sa courte vie : la traduction. Il traduit des textes et des poèmes issus d'une vingtaine de langues et expliquera sa conception de cet art : « Traduire un poème, c'est conclure une alliance avec un premier traître ; confronté au réel du bon sens, tout beau poème est par nature un contresens orienté par l'harmonie ; rien ne doit, rien ne peut dispenser le poète traducteur de l'impérieux devoir de créer dans une autre langue un contresens équivalent, l'on n'a point affaire aux mots seulement, mais au miracle qui leur a permis d'être poésie. »

Un poète pillé par lui-même !

En 1936, Armand Robin essuie un nouvel échec à l'agrégation : il avait remis aux examinateurs une copie tendant à prouver que Madame de Sévigné n'existait pas ! À l'oral, voici sa conclusion sur un texte de Montaigne sur les pédants : « Les pédants n'ont pas changé. » Comprend qui peut ! Et, visiblement, les correcteurs ont compris le message... De fait, il ne lui reste que la voie de l'écriture. Une écriture singulière qui a du mal à trancher entre prose et poésie. Assez rapidement, il quitte le mensuel *Europe*, qu'il trouve trop inféodé au PCF, mais continue de publier dans des revues confidentielles. En 1938, il reproche vivement à Guéhenno d'avoir cosigné avec Aragon, Bernanos, Mauriac et Jules Romains *L'Appel à l'union nationale*, auquel, André Breton, Henry Poulaille, Alain, Marcel Martinet, Jean Giono, et d'autres ripostent par le célèbre *Refus de penser* en chœur. C'est alors qu'il se rapproche de la position des anarchistes. Il collabore en 1939 à la NRF, y fait paraître une traduction de *Sur une flûte de vertèbres* de Miaskovsky, ce qui lui vaudra d'ailleurs les reproches d'Elsa Triolet.

Robin, l'agent double

En 1940 paraît, chez Gallimard, *Ma vie sans moi*, où se mélangent poèmes et traductions d'Armand Robin, qui est enfin reconnu en tant

que poète. Mais, en décembre de la même année, son poème *Temps passés* sera censuré par Drieu de la Rochelle² pour une allusion à Hitler jugée « indécoute » par le directeur de la NRF... En 1941, Armand Robin est engagé comme collaborateur technique au service des écoutes radiophoniques en langue étrangère du ministère de l'Information, où il est chargé de capter et traduire plusieurs langues la nuit, sur les ondes courtes, ce qui lui sera vivement reproché à la Libération, tandis que Gilles Martinet et Henri-Paul Eydox attestent que, depuis 1942, il livrait le double de ses bulletins à la Résistance. Durant cette période, il poursuit ses productions littéraires et traduit Goethe, Pasternak, écrit sur Péguy, Claudel, Eluard, Valéry, Joyce et le surréalisme. En 1943, il est congédié du ministère, lequel est lassé de ses impertinences. Il s'en félicite. Le 5 octobre 1943, il écrit une lettre aux « tueurs » de la Gestapo, où il s'honore de vouloir apprendre la langue hébraïque et dénonce les crimes nazis. Vraisemblablement pris pour un fou, il ne sera pas inquiété, mais se marginalise et, en novembre 1944, probablement sur la demande d'Aragon, le nom d'Armand Robin est ajouté à la liste noire du Comité national des écrivains (CNE)³.

De passage à la FA et à l'écoute du monde

Après la Libération, Armand Robin s'engage dans la lutte contre la « police de la pensée », adhère à la Fédération anarchiste (FA) reconstituée et signe des papiers dans *Le Libertaire*. En 1946, il participe, avec Georges Brassens, au groupe du XV^e arrondissement de la FA. Mais, petit à petit, Robin se démarque du groupe, qui a trop tendance « à fabriquer des idoles », même s'il continuera à y collaborer régulièrement. Il reprend donc son activité à l'écoute nocturne des radios du monde et analyse la lutte des blocs Est et Ouest « comme le reflet d'une lutte, non pas entre un système socialiste et un système capitaliste, mais entre deux systèmes qui relèvent tous les deux du capitalisme ». Il rejoint l'analyse de George Orwell sur la profonde dénaturation que l'idéologie marxiste-léniniste impose au langage – la fameuse novlangue d'Orwell dans *1984*. Toujours en avance sur son temps, il s'alarme de « l'obstination dans le silence sur le problème palestinien ». Pour Armand Robin, « l'outre-écoute de rien me fait entendre tout ». En 1950, il traduit et interprète à la radio des poèmes russes, hongrois, néerlandais, bretons et arabes. Puis, il anime en 1952 une chronique pour la télévision naissante. Toujours intrinsèque, il écrit dans *Le Libertaire* à propos de la disparition d'Eluard : « Paul Eluard, mort ces jours-ci, mais seulement matériellement, nous voudrions obtenir de lui épargner [...] une mort définitive : la mort sous le mépris... » En 1953, paraît, aux Éditions de Minuit, *La Fausse Parole*, une réflexion sur la propagande issue de ses années d'écoutes radiophoniques. En 1956, il prend fait et cause pour les Algériens dans leur lutte pour l'indépendance et hurle aux flics qui veulent l'entendre : « Je suis un fellagha ! »

Une fin rapide, dérisoire et énigmatique

En 1959, il traduit Shakespeare et s'endette considérablement en achetant un appartement dans le VII^e arrondissement. Il tombe malade. Ses meubles et ses livres sont saisis par les huissiers. Arrêté le 28 mars 1961 après une altercation dans un café, il est conduit au commissariat de son quartier, puis à l'infirmerie du dépôt, de sinistre réputation à l'époque. Il décède le lendemain dans des conditions jamais éclaircies. Brassens racontera : « Il avait pris l'habitude de téléphoner tous les soirs au commissariat de son quartier. Il demandait le commissaire, déclinait son identité, donnait sons adresse et disait : "Monsieur, j'ai l'honneur de vous dire que vous êtes un con." Il n'avait pas toujours l'art de se faire des amis... » Après sa mort, deux de ses amis, Claude Roland-Manuel et Georges Lambrichs, tentent de sauver ses manuscrits et tombent sur « une montagne de papiers qui semblait monter jusqu'au ciel. Les déménageurs piétinaient tout, nous avons eu juste le temps de remplir trois valises ». Robert Mallet dira de lui : « Je me souviens d'un être qui toujours apparaissait comme un évadé et disparaissait comme un fugitif. » Et Jacques Chessex : « J'avais quelquefois l'impression que Robin sortait avec son propre fantôme. » En hommage, la NRF publiera *L'Homme sans nouvelle*, un texte écrit douze ans plus tôt et qui semble donner les clés de sa drôle de vie : « On prétendit m'avoir rencontré. J'eus la faiblesse de me soucier de ce oui-dire. [...] J'ai été troublé, je n'ai pas été persuadé. Aujourd'hui, mieux que jamais, je sais : je n'étais pas là et, donc, on ne pouvait obtenir de nouvelle de moi. »

P.S.

1. Les Côtes-du-Nord n'avaient pas encore été rebaptisées Côtes-d'Armor.
2. Drieu de la Rochelle dirige sous l'Occupation la NRF et prend parti pour une politique de collaboration avec l'Allemagne qu'il espère voir prendre la tête d'une sorte d'Internationale fasciste...
3. Créé en 1941 sur l'instance du PCF, le CNE se radicalise après la Libération et devient progressivement un organe de contrôle des intellectuels communistes.



Ils sont **toujours** là, et nous aussi !

Petit compte rendu de la Semaine zapatiste



POUR CÉLÉBRER LES 20 ANS du soulèvement zapatiste dans l'État mexicain du Chiapas, plusieurs organisations, collectifs et individus¹ ont organisé, sur Paris, une «Semaine zapatiste», du 11 au 19 janvier 2014. Entre balade carnavalesque dans les rues de la capitale, concerts, lectures de contes, expo photos, projections de films, et conférences-débats, l'Autre Paris a donc vécu, pendant plusieurs jours, au rythme des différentes initiatives qui montrent que, si les zapatistes sont toujours bel et bien là, il en va de même de la solidarité internationale qui, depuis le début du soulèvement, les accompagne. Le samedi 18 janvier, point d'orgue de la semaine, une manifestation a réuni un peu plus d'une centaine de personnes, lesquelles ont battu le pavé des rues, du

Trocadéro à l'ambassade du Mexique, sous un beau soleil d'hiver et derrière une banderole «Solidarité avec les zapatistes – Vingt ans de résistance au capitalisme et de construction d'un autre monde». Bien sûr, une centaine de personnes, c'est bien peu, et on était en droit d'espérer une mobilisation de plus grande ampleur, d'autant que les différents rendez-vous qui l'ont précédée ont été particulièrement bien suivis, par des individus d'horizons très divers. Mais, comme disent les zapatistes, si nous avançons lentement, nous avançons, et, au final, c'est là l'essentiel. Gageons que, au-delà du témoignage de solidarité, cette Semaine zapatiste ait aussi permis de rappeler à ceux qui l'ignoraient ou l'avaient oublié que la rébellion zapatiste et son projet d'autonomie se poursuivent, n'ayant de

cesse de prouver qu'un autre monde est possible, un monde de liberté et d'égalité, sans État et sans patronat, dans la dignité et la justice. L'enfer capitaliste n'est pas une fatalité, et nous portons tous, dans nos rages et nos espoirs, son dépassement radical.

Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

1. CSIA-Nitassinan, Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, Confédération nationale du travail, Fédération anarchiste, Fédération SUD éducation, Les Grains de sable, Tamazgha, Terre et Liberté pour Arauco, Les Trois Passants, Union syndicale Solidaires.

Vignoles en danger

LA MAIRIE DE PARIS vient, dans un courrier récent, de rompre unilatéralement les discussions en cours pour le maintien de la CNT dans son local historique du 33, rue des Vignoles, mais aussi nous « invite » à quitter les lieux au prétexte de travaux de remise en état à effectuer.

Déjà, en 1996, la mairie Tibéri avait voté la démolition du 33 et, par une mobilisation des habitants du quartier, des associations et de la CNT, elle avait dû reculer.

Nous, brancardiers, maçons, instituteurs, manœuvres, aides-soignants, caristes, éducateurs, métallurgistes, architectes, techniciens, journalistes, facteurs, etc. qui formons les syndicats CNT de la région parisienne ; nous qui, dans ce XX^e arrondissement, marchons dans les pas de la Commune de Paris et dans ceux des Bourses du travail de la CGT du début du xx^e siècle ; nous qui, au 33, rue des Vignoles, marchons dans les pas de nos aînés de la Confédération nationale du travail espagnole, antifascistes, rescapés des camps nazis, de la résistance et de la libération de Paris ; nous qui poursuivons la lutte pour l'émancipation du monde salarié en ce début de XXI^e siècle ; nous qui poursuivons le maintien de ce lieu dans des conditions acceptables alors que la mairie de Paris n'y a rien fait depuis presque vingt ans ; nous tous nous résisterons de nouveau : hier face à Tibéri, c'était à la violence des bulldozers, aujourd'hui, avec Delanoé, c'est à la violence de l'argent roi.

Pour tous ceux qui souhaitent un Paris vivant, un Paris révolutionnaire !

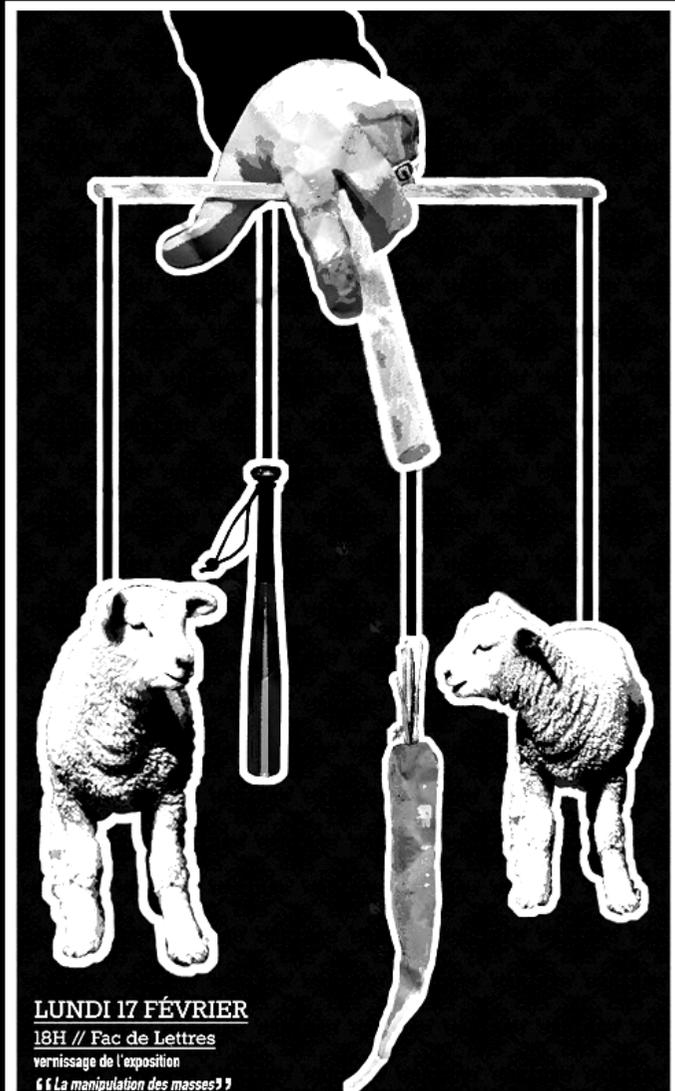
Confédération nationale du travail

Art & anarchie

LE QUATRIÈME NUMÉRO de Art et Anarchie, la revue du groupe John-Cage de la Fédération anarchiste, a paru. Il y a 230 pages, et ça vous coûtera 20 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Pau, du 17 février au 22 février 2014

JOURNÉES LIBERTAIRES



LUNDI 17 FÉVRIER

18H // Fac de Lettres

vernissage de l'exposition

« La manipulation des masses »

MARDI 18 FÉVRIER

18H30 // Fac de Lettres

Conférence débat « Internet, espace de liberté? NON » avec un membre du groupe Ippolita, groupe de réflexion qui a publié "La face cachée de Google" et "J'aime pas Facebook"

MERCREDI 19 FÉVRIER

18H30 // Amphi de la

Présidence

Projection du film documentaire

« Les Nouveaux chiens de garde »

Suivi d'un débat avec Dominique Pinsolle, universitaire, spécialisé dans les médias et ancien collaborateur du Plan B.

et Arnaud Rindel, ancien du Plan B également militant d'Acrimed et coauteur de Chomsky, Les Cahiers de L'Herne (Paris, 2007)

JEUDI 20 FÉVRIER

20H30 // Maison de l'Étudiant

Concert de soutien aux Journées Libertaires

La Machine (Rock), La vermine (Rap engagé),

Les Chiens maudits (Rock)

VENDREDI 21 FÉVRIER

18H30 // Local de la CNT-AIT,

18 rue JB Carreau à Pau

Conférence débat « Le traitement des populations en période de fortes tensions sociales » avec un militant de l'USI (Italie), un militant anarchiste grec et un militant de la CNT espagnole

SAMEDI 22 FÉVRIER

15h // place Clemenceau

Performance « La grande télé »

Renseignements : <http://journéeslibertairespau.blogspot.fr> - journéeslibertairespau@gmail.com - cnt64@yahoo.fr



Jeudi 30 janvier

15:00 > 16:30 **Bibliomanie**. Notre invitée : Michèle Venard, metteur en scène, auteur de deux livres sur l'histoire du théâtre et créatrice avec Christian Fischer-Naudin de la structure indépendante En Perce théâtre et formation.

Vendredi 31 janvier

16:00 > 17:30 **Sortir du colonialisme**. Une émission internationaliste qui cherche à comprendre, décrypter et combattre la persistance et les ravages du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui.

17:30 > 19:00 **Radio espéranto**. Émission de l'association Sat Amikaro.

Samedi 1^{er} février

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale**.

13:30 > 15:30 **Chroniques rebelles**.

Dimanche 2 février

10:00 > 12:00 **Un peu d'air frais**. Invités : Charlotte et Fabrice, réalisateurs du film militant autoproduit *Childfree, et alors ?* Diffusion de la version sonore du documentaire (une heure environ). Ce documentaire interroge des hommes et des femmes qui refusent d'avoir des enfants.

14:00 > 15:30 **Naséma**. Naséma se veut un espace de dialogue et de partage entre les différents acteurs de la lutte contre le sida.

Lundi 3 février

11:00 > 13:00 **Lundi matin**. Infos et revue de presse.

16:00 > 18:00 **Trous noirs**. Luites sociales.

18:00 > 19:30 **Les mangeux d'erre**. Ecolo-libertaire.

Mardi 4 février

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers...** L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel aimablement destinée à ceux qui détestent les winners, les longues canines et la langue de bois. Ce jour-là, nous discuterons avec un agent alter-immobilier.



89.4 MHz en région parisienne fr.federation-anarchiste.org

Nîmes

Coup de projecteur sur **Le Spot**



UN ANCIEN LOCAL DU PARTI COMMUNISTE transformé en lieu alternatif d'animation et de création, ce serait une belle revanche sur la vie et la liberté, non ? Eh bien, c'est en passe d'être fait, à Nîmes, avec Le Spot, qui va se consacrer aux cultures urbaines et alternatives.

Cet endroit, composé de deux salles et de bureaux, s'est ouvert au public en 2013, avec les Expos de ouf qui attirèrent 3 000 visiteurs. Ces expositions permirent de montrer au grand public le travail d'une quarantaine d'artistes issus du street art et du graffiti. En passe de devenir l'un des lieux les plus importants de ce type dans le Grand Sud, l'équipe de bénévoles cherche à reconstruire Le Spot tout en l'ouvrant sur le quartier. Une truelle à la main, un micro dans l'autre et un œil sur le blog consacré au lieu, Marion et Sadia, chargées de la communication du collectif gestionnaire du lieu, nous expliquent: « Notre démarche s'oriente vers les cultures alternatives car elles prennent racine dans la contestation intelligente

d'un système qui nous présente l'individualité comme un refus de l'autre et non pas comme une richesse unique à explorer. Aussi, nous tenons à la fois au bénévolat et à la dimension collective du lieu, destiné à donner aussi des concerts. Une place importante sera consacrée également à dynamiser le quartier sur le plan social et pédagogique, et des associations seront accueillies afin de faciliter le décroisement, l'échange. Il y a une réelle demande sur le quartier Gambetta et dans la ville pour que Le Spot rouvre vite ! »

Des travaux sont engagés pour aménager la salle de concert (jauge 120 personnes) et une salle d'exposition. Mais ces aménagements coûtent chers, et le bénévolat a ses limites devant l'ampleur de la tâche. Une souscription est lancée, des coups de main attendus. Objectif: réouverture totale en mars 2014. Le Spot est situé au 8, rue Enclos-Rey, à Nîmes, et sur le Net à l'adresse Leblogduspot.wordpress.com.

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste



**ni Dieu
ni maître
ni Etat
ni patron**

Fédération anarchiste

rue Amelot 75011 Paris
federation-anarchiste.org

AGENDA

Jeudi 30 janvier

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale reçoit un habitué des lieux, Gérard Mordillat, à l'occasion de la sortie, chez Calmann-Lévy, en janvier 2014 de deux ouvrages: *Xenia* et *Le Miroir voilé et autres écrits sur l'image*. Une femme belle et rebelle comme on les aime pour le premier titre, et pour le second, un regard et un questionnement particuliers du mot et de l'image à travers les toiles de Patrice Giorda, Ernest Pignon-Ernest, d'un texte d'Antonin Artaud et de bien d'autres. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dinatoire. Entrée libre et gratuite. Renseignements 03 23 80 17 09.

Vendredi 31 janvier

Saint-Jean-en-Royan (26)

19 heures. Le groupe La Rue rôle présente l'exposition d'une école et de son institutrice de Romans-sur-lèsèze qui ont travaillé sur les différences fille-garçon. Suivie d'une rencontre Caféministe. Activ'Royans, 29, rue Pasteur.

Toulouse (31)

18 heures. Rencontre avec Philippe Corcuff autour du livre *Polars, philosophie et critique sociale* (éditions Textuel). Librairie Ombres blanches, 50, rue Gambetta. Métro: ligne A, station Capitole.

Samedi 1^{er} février

Paris XI^e

16 h 30. Rencontre-débat avec William Blanc, Aurore Chéry et Christophe Naudin auteurs du livre *Les Historiens de garde. De Lorànt Deutsch à Patrick Buisson, la résurgence du roman national* (Inculte Editions). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Mardi 4 février

Bruxelles (Belgique)

18 heures. Conférence-débat de Philippe Corcuff «Marx et l'anar-

chisme: tensions, intersections, passages», organisée par l'université populaire de Bruxelles, 26, rue de la Victoire, Saint-Gilles. Métros: lignes 2, 3, 4 ou 6, stations: Porte-de-Hal, Parvis-de-Saint-Gilles ou Hôtel-des-Monnaies.

Jeudi 6 février

Carcassonne (11)

20h30. Projection du documentaire *Ne vivons plus comme des esclaves*. Avec Yannis Youlountas. 10, boulevard Omer-Sarrault.

Rennes (35)

20h30. Débat «Accroissement démographique mondial et agriculture de subsistance». Librairie associative La Commune, 17, rue de Châteaudun.

Samedi 8 février

Audincourt (25)

10 heures. Grand rassemblement populaire en soutien aux victimes du flash-ball. Pour dire non à l'utilisation de cette arme dangereuse, rendez-vous devant le foyer municipal. Place du marché.

Paris XVIII^e

De 13h30 à 18 heures. L'UDoduF + SuperCodex + La Choriza + Eja présentent: l'atelier Fanzine Toi-même. Tout pour faire son propre fanzine! Participation aux frais: prix libre. Réservation (places limitées): udoduf@free.fr. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Mercredi 12 février

Vaison-la-Romaine (84)

18 heures. Conférence-débat de Philippe Corcuff Lecture hérétique de Marx pour le XXI^e siècle, organisée par l'Université pour tous, cité scolaire, rue Marcel-Pagnol.

Jeudi 20 février

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale reçoit Pierre Gauyat pour son ouvrage *Jean Meckert, dit Jean Amila: du roman*

prolétarien au roman noir contemporain (encrage, 2013). 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dinatoire. Entrée libre et gratuite. Renseignements 03 23 80 17 09.

Samedi 22 février

Nantes (44)

Grande manifestation contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes à l'appel de toutes les forces anti-aéroport. Cortège anticapitaliste et libertaire. Horaires et lieu exact de RDV en discussion.

Paris XVIII^e

16 heures. Rachel Vine viendra présenter à la bibliothèque La Rue son ouvrage, en collaboration avec l'illustratrice Maud Guely, *Un ruban autour d'une bombe, biographie textile de Frida Kahlo*. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

Les 7 et 21 février

Paris XVIII^e

19 h 30. Cycle de conférences autour de l'informatique. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les ordinateurs... Animé par Nicolas et Charles, du groupe libertaire Louise-Michel. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre.

8 et 9 février

Rouen (76)

Bobines rebelles invite les mutins de Pangée.

Samedi 8 février

16 heures. *Algérie, tours et détours*.

18 heures. *Cinéma Kommunisto*.

20 heures. *Je déboule à Kaboul* (en présence D'Olivier Azam réalisateur)

Dimanche 9 février

11 heures. *Sur les toits*.

Cinéma Omnia, rue de la République.



FACE AUX COMPORTEMENTS SEXISTES



**RENDONS
COUP POUR
COUP**

**FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER**